

SOMMAIRE

L'ÉDITO

Les socialistes et le Marché
Par Sandrine Mazetier, Députée de Paris
et Denis Terdy, militant de Paris

DANS LA PRESSE

Les chemins de la reconstruction
par Jean-Christophe Cambadélis
Le Monde

DANS LA PRESSE

Entretien de Pierre Moscovici au Journal du dimanche

TRIBUNE

Un nouveau souffle pour la gauche
par Maxime des Gayets
et Nicolas Le Roux

TRIBUNE LIBRE

« la redéfinition »
par Thierry Mandon, Porte parole de
«Rénover maintenant»

L'ÉDITO

Les socialistes et le marché

Par Sandrine Mazetier, Députée de Paris
et Denis Terdy, militant de Paris

La France déprime. Le PS est mal dans sa peau ! La faute à la mondialisation ! Les socialistes tournent autour, insatisfaits ou hostiles. Pris entre une culture de radicalité qui inspire leurs alliés, une adhésion forte à un projet européen porteur d'ouverture, et le principe de responsabilité, ils ont finalement choisi d'être nulle part ou partout à la fois – de José Bové à Pascal Lamy pourrait-on dire. A la décharge de tous, la piètre performance d'une économie française incapable de trouver sa place dans un monde en renouvellement n'aide pas.

Et pourtant... le repli est exclu, pour nous comme pour nos partenaires du monde en développement. Avec le prix Nobel indien Amartya Sen, « l'on peine à croire que la meilleure façon d'améliorer le sort des pauvres à travers le monde soit de les priver des avantages que procurent les technologies contemporaines, de l'efficacité prouvée des échanges internationaux, ou encore des bienfaits de la vie dans une société ouverte. »

Et pourtant... n'en déplaisent à la droite et à certains patrons qui ne jurent que par le moins d'impôt et le plus de déréglementation, les réponses réussies à la mondialisation ne sont pas uniformes. La diversité existe. Des pays de la première révolution industrielle, en Europe, trouvent à s'affirmer dans une économie ouverte, en respectant leurs valeurs.

Les socialistes peuvent sortir du choix impossible: repli ou renoncement.

Une manière de répondre aux défis du monde ouvert est de renvoyer à un au-delà des politiques nationales. A capitalisme mondial, réponses forcément mondiales ou européennes, d'où les appels à l'encadrement multilatéral ou européen de la mondialisation. Mais attention... la régulation possible de la mondialisation sera lente et progressive. Les acteurs sont nombreux, leurs intérêts ne convergent pas nécessairement. Elle n'empruntera pas le chemin d'une gouvernance mondiale structurée par le haut, « à la française ». Elle devra répondre à l'aspiration légitime du Sud à une vie matériellement mieux assurée comme à l'absolue nécessité d'un développement soutenable pour tous.

Nous ne pouvons pas attendre. Il faut agir chez nous, en regardant chez ceux qui ont trouvé une voie dans la mondialisation, sans suivre les canons de la réforme libérale. Ils ont au moins quatre traits en commun: la reconnaissance du consommateur, l'éducation et la formation, l'investissement dans la recherche et la création, la mise en œuvre de solutions coopératives.

La lettre

Consommateur référence, éducation et formation, recherche et création : la démonstration des retards et des échecs n'est plus à faire et le budget 2008 est une fois de plus un renoncement à redresser une situation dégradée.

Reste le quatrième élément, transversal : les stratégies coopératives. A l'âge des réseaux, la force d'une économie ne réside pas seulement dans la somme des talents individuels, mais dans sa capacité à créer des dynamiques collectives, à faire émerger des projets partagés, à mutualiser. « L'avantage collaboratif » compte autant que les avantages comparatifs chers aux théoriciens du commerce international. Il y a là une ligne de partage entre droite et gauche. La droite veut libérer les énergies des possédants, défiscalise, libéralise- la main invisible fera le reste- mais dans un capitalisme français souvent rentier, adepte du chacun pour soi et peu innovant, les résultats ne sont pas au rendez-vous. La gauche réformiste promeut « la poignée de mains visible » Elle croit aux vertus de la cohésion, de la coopération, à l'équilibre entre coordination et compétition, à la force du « lien social ». Les régions l'ont démontré en invitant des acteurs enclins à la méfiance ou l'indifférence réciproque (laboratoires publics et privés, grands donneurs d'ordre et fournisseurs) à s'engager en commun dans les pôles de compétitivité. L'urgence environnementale nous y pousse parce qu'elle implique de repenser nos modes de production, de redistribution, de consommation.

Le nouveau capitalisme, c'est aussi un capitalisme « cognitif », reposant sur la connaissance, la création, l'intelligence collective. Des communautés de

chercheurs fortes, des réseaux de créateurs auront voix au chapitre. La compétitivité s'inscrit dans des partenariats nourris de la proximité...d'où un nouvel acteur, le territoire, et la nécessité de repenser fortement la décentralisation autour des régions et de l'économie mixte. Enfin reste l'individu. Consommateur ou usager, il est l'un des juges des réussites et des échecs. Il peut être un consommateur responsable, un épargnant solidaire, un usager engagé. Contrairement à l'homo economicus, monomaniac et isolé de l'anthropologie libérale, il peut être organisé et porteur de valeurs. Il va peser.

C'est à son avènement que nous travaillons quand nous défendons par exemple les class-actions à la française dans le débat sur le projet de loi sur la consommation.

Il existe donc des espaces pour dessiner de nouveaux compromis. Aux nouveaux socio-démocrates de les faire émerger. Les salariés doivent s'y glisser, retrouver des marges de manœuvre. Il faut les y aider. Le capitalisme actionnarial est guidé par son obsession du court terme. Un capital « patient », qui fait largement défaut en France, peut voir le jour à partir de fonds d'épargne salariale ou publique de long terme qu'il revient de développer.

A la veille du forum du PS sur les socialistes et le marché, c'est la conviction que nous voulions partager. Soyons global-démocrates ! Soyons mondial-démocrates ! Soyons socialistes !



DANS LA PRESSE :: Les chemins de la reconstruction par Jean-Christophe Cambadélis (Tribune parue dans Le Monde daté du 3 décembre 2007)

Il faut donc tourner la page... La feuille blanche du renouveau, nous devons nécessairement l'écrire ensemble. Nul n'en est a priori exclu, car personne ne peut s'exempter du bilan de la gauche. Au-delà des responsabilités individuelles et collectives, la défaite présidentielle de 2007, la troisième consécutive, renvoie aux faiblesses fondamentales de ce que le socialisme français a proposé au pays tant sur le plan des valeurs que sur le plan programmatique.

Miser sur les difficultés de Sarkozy, la dégradation de sa popularité, ne suffira pas. Nous ne devons pas réitérer l'expérience stérile de 2002-2006 qui nous a conduits d'une défaite à une autre. Ce défi ne peut être relevé que collectivement. Il suppose un travail approfondi et sincère, qui dépasse les jeux de rôle traditionnels et les contradictions artificielles, un processus politique qui fasse le pari des idées, avant celui des stratégies personnelles. Miser sur un présidentiable censé combiner ordre, rénovation et représentation, c'est prendre le risque d'une confrontation durable, qui pèsera sur les autres objectifs.

Le cœur du redressement réside dans le rétablissement de la confiance à tous les étages. Voilà pourquoi l'objectif des socialistes ne peut pas être la désignation d'un leader, mais doit se concentrer sur les fondations d'une reconstruction. Qui n'a pas entendu cet a priori colérique : "Si telle personnalité l'emportait, on ne serait plus dans le même parti" ? Alors que d'autres répondent : "Si c'est tout sauf tel leader, alors il faudra en tirer les conséquences pour la présidentielle."

Rétablir la confiance, c'est introduire du collectif et de la stabilité dans la gouvernance du PS. La question prégnante du leadership ne peut être réglée par un leadership s'imposant sur une partie du PS. C'est tout le paradoxe. Surtout lorsque le débat porte sur la nature du parti. Voilà pourquoi il faut une convergence pour un congrès de reconstruction, pas de désignation. Les militants trancheront la feuille de route de la reconstruction, un collectif sera alors chargé de la mettre en oeuvre, et puis, comme le prévoit le calendrier, en 2010, dans un parti reconstruit, nous choisirons le ou la meilleur(e) d'entre nous pour gagner la France.

Au Parti socialiste, il faut évidemment tout revisiter. Ce dernier doit avoir un rapport à la fois critique et résolument réformiste au capitalisme et à la mondialisation. La rupture avec le marché n'est ni appro-

priée, ni efficace, ni même véritablement défendue. L'adaptation idéologique et politique au libéralisme n'est pas, non plus, un programme. C'est, au mieux, le renoncement à penser la gauche.

Les habits neufs du socialisme moderne, c'est l'émancipation, à condition que celle-ci soit individuelle et garantie collectivement. Mais, au-delà de cette nouvelle donne, qui doit être le cœur d'une nouvelle déclaration de principes du PS, nous devons certainement poser trois principes refondeurs : créer de la richesse dans et par un nouveau modèle de développement, rétablir les conditions d'une égalité réelle, redonner force et confiance à la France, pour déployer une Europe efficace dans un monde stable. C'est la bataille pour la nouvelle France.

Le socialisme moderne doit assumer le combat pour la productivité, installer un état de prévoyance sociale, capable d'une vraie stratégie de justice face aux nouveaux défis comme le vieillissement, l'éducation ou les ghettos urbains. La lutte contre la vie chère, la pauvreté, le chômage, les inégalités, les exclusions, les discriminations de toutes sortes est le quotidien des socialistes, mais cela ne fait pas une alternative. Celle-ci procède d'un nouveau modèle de développement plus juste, plus efficace, plus durable. Mais nous devons aussi travailler à un renouvellement démocratique, politique, social, territorial et médiatique. Inventer cela ne nous dispense pas de penser le vivre ensemble.

Notre engagement pour les libertés ne nous rend pas sourds à la demande d'autorité et de règles qui émane de la société. Il faut donner sens à une liberté ordonnée, en assurant une politique de droits et de devoirs.

Oui, tout n'est pas possible, et la tyrannie de l'individualisme consumériste contemporain ne fait pas société, il la défait. Affirmer le primat de la société contre le tout-marché, l'individualisme, les dérèglementations de toutes sortes, c'est faire du socialisme moderne le défenseur de l'intérêt général.

Cette réorientation, sans stratégie de conquête du pouvoir, est un couteau sans lame. Nous ne sommes ni en 1936 ni en 1971. Il n'y a plus deux grands partis de gauche structurant l'électorat. Le Parti socialiste est électoralement fort dans une gauche globalement faible.

Il va subir une double concurrence : le «gauchisme compassionnel» d'Olivier Besancenot, qui est une protestation ponctuelle, mais une impasse structu-

La lettre

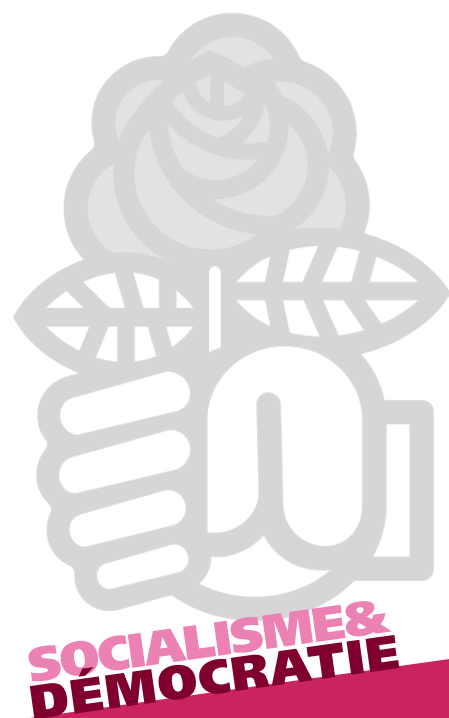
relle pour l'alternative à Sarkozy. Et, il existe aussi, à l'autre frontière de la gauche, le «centrisme présidentiel» de François Bayrou. Si le premier espère challenger le PS aux européennes de 2009, le second pense pouvoir le dépasser à la présidentielle de 2012. Les deux supputent l'instabilité et la faiblesse de l'offre politique du PS. Ce dernier doit passer de l'arithmétique de partenaires électoralement faibles à la dynamique, au projet et à l'union organique en vue d'atteindre une masse critique.

La question du parti de toute la gauche est posée pour le PS. Les partenaires doivent aussi s'interroger. La controverse du congrès de Tours est caduque, et l'écologie politique est une donnée partagée par toute la société.

Doivent-ils rester à 1 % ou 2 % du corps électoral et ne peser sur aucun événement, gaspillant l'énergie

militante à sauver un appareil, ou exister réellement dans un ensemble déterminant ? A l'évidence cette stratégie induit que le PS en appelle à l'ensemble de la gauche et ne la réduise pas à une alliance d'appareils et d'appareillons, mais aussi qu'il garde un mode d'organisation qui garantisse la liberté d'expression, c'est-à-dire la proportionnelle. Enfin, qu'il ouvre la perspective des primaires pour la présidentielle.

On le voit, le PS a donc besoin d'un pacte restructeur et d'un collectif pour le mettre en oeuvre. Puis il y aura une vie, où chacun - dans un parti rétabli - pourra proposer ses choix. L'enjeu est d'ouvrir un nouveau cycle, de réenchanter la gauche et de réussir l'alternance.



Kadhafi a semblé justifier, samedi à Lisbonne, le recours au terrorisme international. Est-ce que cela doit remettre en cause sa venue à Paris ?

Si j'avais été président de la République, je n'aurais pas souhaité la visite du colonel Kadhafi en France. Cette déclaration ne fait que confirmer ma réticence. N'allez pas croire pour autant que je sois un idéaliste ou un pacifiste bêlant, je sais aussi ce qu'est la réalité, mais la diplomatie doit reposer sur des principes. On doit ainsi exiger de Kadhafi la démocratie à l'intérieur de son pays, le respect des droits de l'homme et une condamnation du terrorisme qui ne soit pas ambiguë ou à géométrie variable; or, sa récente déclaration est plus que préoccupante. En le recevant, la France, premier pays occidental à le faire, le dédouane un peu rapidement des comportements passés, présents et peut-être à venir. Cette visite, c'est l'hommage de la vertu au vice qui, au total, laisse un vrai malaise.

Qu'attend, selon vous, Kadhafi de sa visite en France ?

En libérant les infirmières bulgares et le médecin d'origine palestinienne, le colonel Kadhafi avait finalement comme objectif de venir à Paris en visite officielle. Si la motivation financière existait - on a indemnisé les familles -, elle n'était pas principale. Il semble qu'il n'y ait pas eu de versement de rançon. Ce qu'il voulait, c'est obtenir la consécration d'un pays membre, permanent du Conseil de sécurité. C'est fait! Et Nicolas Sarkozy, avec cette visite, tourne le dos à sa campagne présidentielle: hier, il insistait beaucoup sur les droits de l'homme et sur l'éthique; aujourd'hui, il est passé non seulement au réalisme, mais à l'hyperréalisme, voire au cynisme. A long terme, c'est dangereux car une politique sans réalisme, c'est une politique qui ne fonctionne pas, et une politique sans principes, c'est une politique qui échoue. Je ne suis donc pas pour que l'on déploie le tapis rouge sous les pieds de ce monsieur.

Est-ce une des conclusions de vos travaux à la commission ?

En effet, je suis encore sous le coup des auditions des infirmières et du médecin. Des témoignages très brutaux, très durs, sur les tortures dans les prisons libyennes. Ils nous ont dit qu'ils avaient «vécu l'enfer sur terre» pendant les huit ans et demi de leur détention, alors que leur innocence était connue et reconnue par tous. Sauf par les autorités

libyennes. Certes, ils ont été graciés et extradés, mais leur jugement de culpabilité n'a pas été revu. Il serait souhaitable que Nicolas Sarkozy le demande à son hôte, mais je ne me fais pas beaucoup d'illusions car le Président pratique une diplomatie de complaisance. Entre les félicitations à Poutine, les embrassades à Chavez, l'accueil à Kadhafi, Nicolas Sarkozy se choisit de nouveaux amis bien embarassants.

Que cherche, selon vous, Nicolas Sarkozy avec Kadhafi ?

Je pense que sa préoccupation humanitaire était sincère, qu'il a voulu réellement la libération des soignants, mais qu'il souhaitait aussi étendre l'influence française dans cette partie de la Méditerranée. En outre, la dimension économique de ce rapprochement n'est pas négligeable. Tous les industriels que nous avons auditionnés ont reconnu que la libération des infirmières et du médecin, puis les relations qui se sont nouées entre la France et la Libye ont été un accélérateur puissant de contrats militaires et de perspectives de contrats nucléaires. Mais en ces domaines, la sagesse commande d'être vigilant et de s'assurer qu'on a affaire à un régime sûr. La logique commerciale ne doit pas se substituer à une vision stratégique.

Où en êtes-vous de vos travaux à la commission d'enquête, le témoignage de Cécilia Sarkozy aurait-il été nécessaire ?

Nous sommes sur le point de conclure nos auditions avec, notamment cette semaine, celle de Claude Guéant. Quant à Cécilia Sarkozy, il nous est apparu, au fil de nos auditions, qu'elle avait joué un rôle très important, plus important que je ne le pensais moi-même. C'est elle qui, dans un entretien en tête à tête, a obtenu du colonel Kadhafi l'annonce de la libération des soignants. Son témoignage aurait donc été plus qu'utile, d'autant qu'il n'y a aucune raison juridique pour qu'elle ne soit pas auditionnée. Mais l'UMP a refusé de permettre sa convocation. C'est dommage, d'autant que le travail de notre commission est extrêmement constructif et exemplaire de ce que doit être, dans une grande démocratie, le contrôle du législatif sur l'exécutif. En revanche, malgré la séparation des pouvoirs, il n'est pas exclu que nous rencontrions Nicolas Sarkozy, personnage central de cette affaire.

□

TRIBUNE :: Un nouveau souffle pour la gauche par Maxime des Gayets et Nicolas Le Roux*

Je rénove, tu rénoves, il rénove... Cette nouvelle conjugaison politique, qui résonne comme une comptine d'enfant, suffira-t-elle à remettre la gauche debout ?

Difficile d'y croire tant que les faits n'auront pas pris le pas sur les incantations. Et après sa nouvelle défaite à l'élection présidentielle, la gauche n'a pas besoin de se payer de mots à bon compte. Elle doit, au contraire, inscrire sa rénovation dans le réel et dans l'action.

Pour y arriver, les partis politiques ne sont pas seuls. Alors que ceux-ci peinent à passer du traumatisme de la défaite à l'analyse de ses causes, une scène militante enthousiaste, inventive et volontaire occupe le pavé, les quartiers et l'actualité. De collectifs en appels, de manifestes en tribunes, ces militants du quotidien constituent un socle politique sur lequel s'appuyer pour remettre la gauche debout.

Nous savons que cette gauche du terrain n'a pas naturellement vocation à concurrencer les partis sur la scène électorale, mais nous croyons également que ces derniers ne peuvent être refondés sans s'appuyer sur ce que fait, sur ce qui fait la gauche du réel.

C'est pourquoi nous croyons que la dynamique de refondation de la gauche doit être enclenchée à partir de ceux qui agissent déjà pour rendre le monde plus solidaire dans une démarche qui, parce qu'elle exige des gestes concrets pour des résultats immédiats, est réformiste.

Par la confrontation des champs d'action et des expériences, il nous sera alors possible de dessiner les contours d'un projet de société susceptible de fédérer largement ceux qui se retrouvent dans notre camp.

En ce sens, le lancement du portail collaboratif « magauche.net », impulse une nouvelle façon de dialogue et d'échange entre les acteurs de la gauche : une forme de « peer-to-peer » politique qui favorise la mutualisation des idées et des combats. En attendant des victoires collectives...

□

Animateurs du mouvement de jeunes européens RéSo, Réformistes et Solidaires (www.re-so.net) et du site magauche.net

LIRE :: Jacques Salvator, Une ville peut en cacher une autre - Chroniques d'Aubervilliers



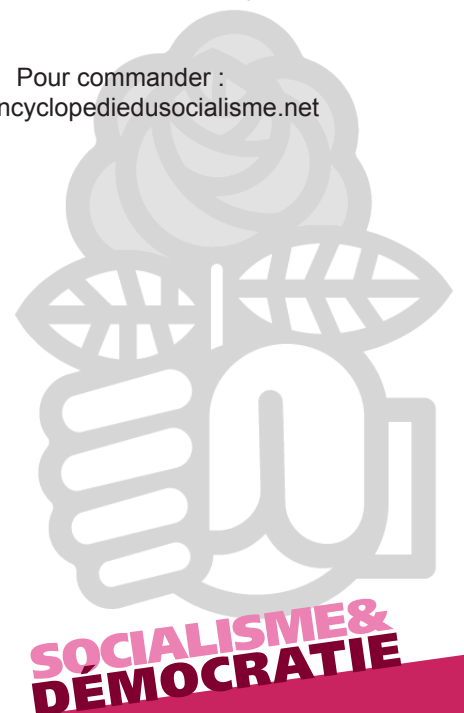
« J'aime l'histoire mais je ne suis pas historien, j'aime Aubervilliers et je suis albertivillarien. La coexistence de ces deux passions m'a amené tout naturellement à m'intéresser à l'histoire de ma ville. L'utilisation dans cette phrase d'un pronom possessif n'est pas fortuite. Comme beaucoup de familles d'origine

immigrée, la terre d'asile prend d'abord le nom de la ville de résidence.

Aubervilliers, c'est la France, forcément... »

Jacques Salvator est né à Paris en 1949 et habite Aubervilliers depuis 1958. Il s'engage dans la vie politique au lendemain des événements de mai 68 et rejoint le Parti socialiste en 1985. Depuis 1989, il est adjoint au maire, chargé de la santé, puis de la jeunesse et de la politique de la ville. Il fut Conseiller régional d'Ile de France de 1998 à 2004 et représente depuis 2006 l'Association des maires de France au Conseil national de lutte contre la pauvreté et les exclusions.

Pour commander :
www.encyclopediedusocialisme.net



SOCIALISME & DEMOCRATIE

« La redéfinition »

TRIBUNE LIBRE de Thierry Mandon, Porte parole de «Rénover maintenant»

La rénovation du Parti socialiste est une ardente nécessité. Tous ses présidentiables, ceux d'hier comme ceux de demain, y réfléchissent. Très bien. Mais est-ce vraiment la question ?

Depuis 1962, chaque élection présidentielle est un échec pour le Parti socialiste. Battu sept fois sur neuf, il ne doit qu'à François Mitterrand d'avoir emporté une élection qui semble avoir été conçue pour lui échapper.

La personnalisation de l'enjeu et, depuis peu, la pipolisation du débat, sont d'autant plus éloignés des traditions du PS que celui-ci, parlementaire de culture, s'est construit contre la logique de la Ve République. Il prétend choisir souverainement son candidat, sans pression de l'opinion, élaborer librement son projet et négocier des alliances en fonction des rapports de force du moment, transposant dans la République d'aujourd'hui une culture et des mœurs politiques nés sous la IIIe République parlementaire. Parce qu'en 1971 il a rebâti le Parti socialiste sur un mode charismatique, François Mitterrand a pu dépasser cet atavisme. Sitôt disparu, les gênes ont repris le dessus : représentation proportionnelle en interne de courants plus soucieux de se disputer des parts de marché idéologiques que de fédérer autour d'un projet commun, ce qui rappelle les modes de cohabitation des sept sensibilités socialistes qui, en 1905, constituèrent la Ire SFIO ; unité qui ne s'exprime que dans l'opposition au pouvoir (et encore !), défiance à l'égard du candidat investi, tenu à l'observation stricte de la ligne du parti. Avec de tels fers aux pieds, le plus agile des candidats présidentiels est condamné d'avance : impossible unité, conflits programmatiques et organisationnels récurrents entre le candidat et le parti, difficulté à assumer collectivement un projet décomplexé de gouvernement. A cette aune, les défaites de 2002 et de 2007 sont frère et sœur.

Plutôt que de chercher à affronter cette contradiction entre logique présidentielle et tradition parlementaire, les présidentiables socialistes ont cru trouver leur salut en faisant le choix de l'arène ou de la ruse.

Ceux qui se sont engagés tête baissée dans les délices des luttes internes, contribuant à fractionner un peu plus un parti qui n'en avait pas besoin, ont creusé leur propre tombe. Maximisant leurs différences avec leurs rivaux potentiels, au prix de contorsions stupéfiantes, ou préférant émasculer le projet de réforme qu'ils pouvaient incarner pour se revendiquer de la fidélité aux dogmes, ils ont perdu deux fois :

en audience dans le parti puisqu'ils se sont singularisés, et en crédit dans l'opinion publique du fait de leur préférence pour les *private* joutes.

À l'inverse, la candidature de Ségolène Royal a laissé penser que le choix de l'opinion publique plutôt que celui des rites de congrès donnerait un avantage à la ruse. Plébiscitée par les militants du parti contre lequel elle s'était construite, cette stratégie de contournement laissait espérer la possibilité d'une victoire présidentielle. Mais l'évitement n'a qu'un temps : sitôt l'investiture donnée, les mêmes causes produisant les mêmes effets : soit la candidate acceptait d'être sous contrôle du parti, se reniait et elle perdait ; soit elle s'y refusait... et elle perdait aussi.

Voilà pourquoi s'en tenir à la simple rénovation du Parti socialiste, pourtant revendiquée à l'unisson, c'est consolider la machine à perdre. Car la seule rénovation de la plateforme programmatique, la redéfinition d'une ligne politique claire, la génuflexion devant les « réalités du marché », de la mondialisation et de l'individualisation seront vaines tant que n'aura pas été tranchée la question de l'adaptation même du Parti socialiste à la Ve République présidentielle. Plus que d'un déficit idéologique, le PS souffre d'un travers ontologique qui le rend inapte à agir dans un système politique fondé sur le présidentialisme.

Pour avoir une chance de remporter une élection présidentielle, le Parti socialiste devra donc repenser son rôle et adapter son fonctionnement à cette réalité.

Deux voies sont possibles. Refusant de se soumettre au diktat présidentialiste, le Parti socialiste adapte sa tradition parlementaire à la logique de l'élection présidentielle. Il s'organise pour faciliter l'émergence d'un chef en mettant fin à la représentation proportionnelle en interne au bénéfice d'un mode majoritaire pour désigner sa direction ; il cherche à élargir le plus possible son assise à gauche en intégrant des sensibilités écologistes, altermondialistes, à la gauche de la gauche, et travaille à élaborer un véritable projet de gouvernement. Ambitionnant de devenir le parti de toute la gauche, à tout le moins de la gauche la plus large possible, il se redéfinit à l'image d'autres partis européens parlementaires (New Labour, SPD...). Dans ce cas, son premier secrétaire est nécessairement le futur candidat à l'élection présidentielle de la même manière que le chef du parti est le Premier ministre en cas de victoire dans nombre de partis de gauche européens. Plus cohérent, plus efficace et plus rassembleur, ce nouveau Parti

La lettre

socialiste peut postuler avec des chances de succès à l'élection présidentielle. Reste à savoir s'il saura dépasser la contradiction qu'implique son élargissement nécessaire et la mise en place d'une discipline interne plus forte.

Soit, au contraire, intégrant pleinement la logique de l'élection présidentielle, le Parti socialiste se redéfinit à partir de cette élection. Il confie à des élections primaires à l'italienne, c'est-à-dire rassemblant les électeurs d'une coalition de partis, le soin de désigner le candidat à l'élection présidentielle. N'ayant plus à l'investir lui-même, ni à arrêter son programme définitif dont la finalisation dépendra des arbitrages de la coalition, le Parti socialiste se redéfinit à partir de fonctions nouvelles : il se dote d'outils pour s'ancrer davantage dans la société à partir d'une force militante renouvelée (organisation de ses relais dans le monde économique et les services publics ; départements entreprise et services publics ; réappropriation de la coordination de ses élus locaux ; développement des liens avec les acteurs associatifs...) ; travaille à penser les évolutions de la société à moyen terme en créant un outil de réflexion ambitieux ; développe des services pour ses militants et sa base sociale (assurances, mutuelles...), voire constitue un fonds de placement social lui permettant de prendre des participations financières minoritaires pour contribuer à des objectifs précis (pluralisme dans les médias,

émergence de nouvelles formes économiques...). À côté de ces missions nouvelles, il continue bien sûr à définir les orientations et investir les candidats pour les élections locales et législatives. Reprécisant aussi en profondeur son rôle et ses moyens d'actions, le Parti socialiste peut donner des motivations nouvelles à l'action militante et devenir durablement le pôle qui tirera l'ensemble de la gauche vers les succès.

Dans tous les cas, le travail à engager dépasse de beaucoup la rénovation à laquelle semblent se préparer les principaux dirigeants socialistes. C'est l'utilité même du Parti socialiste, dans sa forme actuelle, que la succession des échecs présidentiels oblige à affronter. Une formation politique créée il y a plus d'un siècle, forte d'une histoire riche, de milliers d'élus locaux et pivot indispensable d'une alternance politique, n'a pas à craindre d'être sans objet. Mais, par manque de courage de se transformer, elle encourt le risque d'être durablement réduite à analyser les causes de ses défaites électorales nationales successives.

Réincarner l'esprit de réforme dans la société implique d'abord de se l'appliquer à soi-même. Il n'est pas tâche plus urgente que de bâtir un nouveau parti socialiste pleinement adapté aux institutions de son temps.



Chaque semaine, de nouveaux abonnés,

faites connaître autour de vous, rejoignez-nous, exprimez-vous, Contactez-nous :

Par mail : lettre@socialisme-et-democratie.net

Par téléphone : 01 53 63 40 03 (Damien) 01 40 63 68 57 (Karine)

Par courrier : Socialisme & Démocratie - 7, rue de la Planche 75007 Paris

CETTE LETTRE EST AUSSI LA VÔTRE, LISEZ-LA, DIFFUSEZ-LA, PARLEZ-EN, CONTRIBUEZ-Y

Nom prénom

Adresse

Téléphone mail

Abonnement 15 euro soutien 30 euro